



Distr.  
GENERALE  
A/4001  
19 novembre 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session  
Point 31 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : Mlle Florence ADDISON (Ghana)

1. A sa 752ème séance plénière, le 22 septembre 1958, l'Assemblée générale a renvoyé à la Troisième Commission le point 31 de l'ordre du jour de sa treizième session (Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés).
2. La Commission a examiné cette question de sa 870ème à sa 876ème séances, entre le 3 et le 7 novembre 1958.
3. La Commission était saisie du rapport du Haut Commissaire<sup>1/</sup> et de la section II du chapitre VI du rapport du Conseil économique et social<sup>2/</sup>.
4. A la demande de la Commission, le Haut Commissaire a fait un exposé liminaire (870ème séance). Il a souligné que le problème des réfugiés n'était pas insoluble et a fait observer qu'au cours des quatre dernières années, bien que le nombre des réfugiés non installés ait augmenté de 300.000 - nouveaux arrivants pour la plupart - une solution permanente avait été trouvée pour environ 440.000 réfugiés relevant de son mandat; le nombre des réfugiés vivant dans des camps avait diminué de 45.000.
5. Le Haut Commissaire a passé en revue les activités entreprises dans le cadre du programme du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés, qui va bientôt se terminer. A la fin de septembre 1958, 56.000 réfugiés au total avaient bénéficié

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 11 (A/3828/Rev.1) et A/3828/Rev.1/Add.1.

2/ Ibid., Supplément No 3 (A/3848)

de ce programme. Les dépenses de l'UNREF s'étaient élevées à 13 millions de dollars environ et les dépenses de contrepartie financées au moyen des ressources locales dans les pays de résidence avaient dépassé 19 millions de dollars.

6. Le Haut Commissaire a déclaré qu'au cours de l'année écoulée, les activités d'évacuation des camps avaient été intensifiées et qu'à la fin de 1958, il ne resterait dans des camps que 14.000 réfugiés pouvant bénéficier du programme et ayant encore besoin d'aide; aucune disposition n'avait encore été prise à leur égard. Le programme d'évacuation des camps pourrait être terminé à la fin de 1960 si le Haut Commissariat recevait les fonds nécessaires et si ces fonds étaient mis à sa disposition assez tôt chaque année pour lui permettre d'entreprendre sans retard l'exécution des divers projets. Les camps deviendraient alors des centres de transit pour les nouveaux arrivants et cesseraient d'être des lieux de résidence permanente. Toutefois, un problème spécial se posait en Italie où le nombre des réfugiés non installés vivant dans des camps avait augmenté.

7. Le Haut Commissaire a mentionné le problème des 120.000 réfugiés non installés vivant en dehors des camps en Europe. Parmi eux on comptait environ 32.500 personnes faisant partie de ménages handicapés du point de vue physique, social ou économique. Il n'était pas possible à l'heure actuelle d'établir autre chose qu'un programme minimum pour ces réfugiés.

8. Le Haut Commissaire a appelé l'attention sur un certain nombre de problèmes qui se posaient au sujet de nouveaux réfugiés en Grèce, dans le Moyen-Orient et en Tunisie. Un programme de solutions permanentes avait été autorisé pour ceux qui se trouvaient dans le premier de ces pays; dans les autres cas, une assistance internationale avait été fournie dans le cadre des dispositions relatives au Fonds d'urgence.

9. En ce qui concerne le programme d'Extrême-Orient, le Haut Commissaire a attiré l'attention de la Commission sur le fait que 10.000 réfugiés environ étaient inscrits sur les listes d'émigration; un programme de trois ans avait été élaboré pour résoudre le problème. Ce programme, dont 11.500 personnes environ avaient déjà bénéficié, ne pourrait se poursuivre que si le Haut Commissaire était en mesure de financer l'entretien des réfugiés pendant qu'ils se trouvaient en transit à Hong-kong et si le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) disposait des sommes nécessaires à leur transport.

/...

10. Le Haut Commissaire a déclaré que tous les réfugiés hongrois qui le souhaitent avaient quitté la Yougoslavie. En Autriche, il en restait 15.900, dont 5.900 vivant dans des camps. Il fallait encore des visas d'émigration pour environ 4.100 Hongrois qui désiraient émigrer; 100 d'entre eux se trouvaient en Italie. Pour ceux qui resteraient en Autriche, un programme de solutions permanentes d'un coût de 3,5 millions de dollars avait été entrepris.

11. Le Haut Commissaire a souligné l'importance de la tâche incombant au Haut Commissariat d'assurer la protection internationale des réfugiés. Le Haut Commissariat travaillait à sauvegarder les droits des réfugiés et avait toujours pris en considération les vœux librement exprimés des intéressés en ce qui concerne le rapatriement ou l'assimilation dans une nouvelle communauté nationale. Les réfugiés pouvaient prétendre à la protection internationale du Haut Commissariat tant qu'ils ne bénéficiaient pas de la protection de leur pays d'origine ou qu'ils n'acquerraient pas une nouvelle nationalité.

12. Les gouvernements prenaient une attitude plus généreuse pour ce qui est de l'admission des réfugiés. Plusieurs pays d'immigration s'étaient montrés disposés à accepter des réfugiés qui n'avaient pu jusqu'alors être admis pour des raisons de santé.

13. Le Haut Commissaire a également rappelé que le Comité exécutif de l'UNREF l'avait prié de porter à l'attention de l'Assemblée générale une proposition tendant à instituer une année mondiale du réfugié "en tant que moyen pratique d'intensifier l'assistance aux réfugiés dans le monde entier, conformément aux vœux et aux besoins de chaque pays".

14. Au cours de la discussion, de nombreuses délégations ont félicité le Haut Commissaire de son rapport, ont fait l'éloge de l'oeuvre accomplie au cours de l'année écoulée et se sont déclarées en faveur de la proposition tendant à instituer une année mondiale du réfugié. La plupart d'entre elles ont souligné que l'aspect humanitaire des problèmes de réfugiés était primordial, bien que ces problèmes aient dans de nombreux cas leur origine dans des événements politiques.

15. Un certain nombre de délégations ont mentionné le problème des réfugiés en Tunisie et au Maroc et exprimé l'espoir que la communauté internationale pourrait faire de nouveaux efforts en leur faveur.

/...

16. De nombreuses délégations se sont réjouies des progrès accomplis en ce qui concerne la réinstallation des réfugiés hongrois et la solution du problème des camps en Europe. D'autres ont souligné l'importance du rapatriement librement consenti en tant qu'élément permettant de résoudre le problème des réfugiés. Quelques délégations ont estimé que la question du rapatriement des mineurs était particulièrement importante.

17. Plusieurs représentants ont appelé l'attention sur le problème des réfugiés chinois à Hong-kong et sur la résolution 1167 (XII) de l'Assemblée générale relative à ce problème.

18. A la 871ème séance, le Maroc et la Tunisie ont présenté un projet de résolution (A/C.3/L.694) concernant les réfugiés d'Algérie, dont le texte a été révisé par la suite (A/C.3/L.694/Rev.1). Le dispositif du texte révisé était conçu comme suit :

"Recommande au Haut Commissaire de poursuivre sous une forme substantielle son action en faveur de ces réfugiés en Tunisie et d'entreprendre une action similaire au Maroc jusqu'au retour de ces réfugiés dans leurs foyers."

19. Les auteurs ont souligné le caractère urgent du problème, remercié tous les pays qui avaient répondu à l'appel du Haut Commissaire et exprimé leur gratitude à la Croix-Rouge pour l'assistance qu'elle avait fournie. Ils estimaient cependant qu'il fallait plus d'aide encore, en raison notamment du grand nombre de femmes, de nourrissons et de jeunes enfants qui se trouvaient parmi les réfugiés d'Algérie. Plusieurs délégations ont appuyé le projet de résolution présenté par le Maroc et la Tunisie.

20. Quelques délégations, par contre, tout en déplorant la triste situation de ces réfugiés, ont été d'avis qu'un projet de résolution n'était pas nécessaire puisque le Haut Commissariat fournissait déjà une assistance pour compléter l'action de la Croix-Rouge et qu'il suivait de près la situation.

21. Les représentants du Maroc et de la Tunisie ont accepté une suggestion de la représentante du Japon tendant à supprimer, à la fin du dispositif, les mots "jusqu'au retour de ces réfugiés dans leurs foyers".

22. A la 875ème séance, le projet de résolution révisé (A/C.3/L.694/Rev.1), ainsi modifié, a été adopté par 57 voix contre 2, avec 15 abstentions à la suite d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

/...

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, République socialiste soviétique de Biélorussie, Birmanie, Bolivie, Bulgarie, Cambodge, Canada, Ceylan, Chine, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Ghana, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Japon, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République Arabe Unie, Roumanie, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : France, Union Sud-Africaine.

Se sont abstenus : Belgique, Brésil, Chili, Cuba, Espagne, Finlande, Guatemala, Israël, Italie, Luxembourg, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador.

Le texte recommandé par la Commission figure au paragraphe 34 ci-après (projet de résolution III).

23. A sa 872ème séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, l'Autriche, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Iran, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la République Dominicaine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/C.3/L.695) et tendant à ce que l'Assemblée générale,

"Ayant examiné la proposition tendant à instituer à partir de juin 1959 une année mondiale du réfugié,

"Considérant que cette proposition a deux buts, à savoir :

- i) Appeler l'attention de tous sur le problème des réfugiés et inciter les gouvernements, les organisations bénévoles et le public en général, à fournir des contributions financières supplémentaires en vue de la résoudre,
- ii) Susciter de nouvelles possibilités de solutions permanentes pour les réfugiés,

"1. Prie instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de coopérer, conformément aux vœux et aux besoins nationaux de chaque pays, à l'institution d'une année mondiale du réfugié en tant que moyen pratique d'intensifier l'assistance aux réfugiés dans le monde entier;

"2. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures qu'il jugera opportunes pour contribuer à l'institution d'une année mondiale du réfugié, conformément à la présente résolution".

/...

24. A l'appui de ce projet de résolution, les auteurs ont déclaré que le but visé était d'appeler l'attention de tous sur le triste sort des réfugiés dans le monde entier et d'obtenir l'appui des gouvernements et des particuliers pour la solution du problème. On envisageait essentiellement une série d'efforts nationaux, adaptés aux besoins de chacun des pays. Le projet devait profiter à tous les groupes de réfugiés, qu'ils soient ou non internationalement reconnus. On pensait que les différents pays l'appuieraient par des méthodes diverses, soit en versant des contributions financières aux organismes accrédités, soit en admettant de nouveaux réfugiés sur leur territoire, soit en assurant une assistance juridique plus grande aux réfugiés, par exemple en adhérant à la Convention relative au statut des réfugiés.

25. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé deux amendements (A/C.3/L.697) au projet de résolution des dix Puissances; il s'agissait de :

"1. Remplacer le dernier alinéa du préambule, commençant par les mots 'Considérant que cette proposition', par le texte suivant :

'Estime que toutes les mesures que prend l'Organisation des Nations Unies à l'égard des réfugiés doivent avoir pour but principal de contribuer en premier lieu au rapatriement volontaire des réfugiés dans les plus brefs délais et au rapatriement inconditionnel des enfants qui ont été séparés de leurs parents ou ont perdu leurs parents à la suite de certains événements.'

"2. Remplacer au paragraphe 1 du dispositif, après les mots 'de chaque pays', le reste du paragraphe par le texte suivant :

'afin de contribuer à une solution pratique du problème des réfugiés dans le monde entier, notamment par les moyens suivants : accorder une aide matérielle pour le rapatriement des réfugiés et organiser parmi les réfugiés le travail d'information nécessaire en vue du rapatriement volontaire dans les plus brefs délais; diffuser parmi les réfugiés des informations objectives, dans leur langue nationale, concernant la vie dans leurs pays et les lois destinées à faciliter le rapatriement et le placement des réfugiés; assurer aux représentants officiels des pays intéressés la possibilité de visiter librement les camps de personnes déplacées et de réfugiés et de s'entretenir en toute liberté avec les personnes qui s'y trouvent; faire cesser complètement la pratique inadmissible qui consiste à tirer parti de la situation difficile dans laquelle se trouvent les réfugiés en les engageant pour des travaux pénibles dans des conditions de discrimination, ainsi qu'à se servir des réfugiés à des fins de subversion et de sabotage contre leurs pays d'origine et à les enrôler dans toutes sortes d'organisations militaires ou paramilitaires;''.

/...

26. On a fait valoir à l'appui de ces amendements que le projet de résolution des dix Puissances ne faciliterait pas une solution définitive du problème des réfugiés. Le projet de résolution tout en lançant un appel à l'aide pour les réfugiés, ne disait rien des méthodes à employer et sanctionnait implicitement la politique du Comité exécutif de l'UNREF. Les amendements soulignaient l'importance du rapatriement librement consenti et exposaient les méthodes les plus propres à l'assurer. Les amendements visaient notamment à faire cesser l'emploi des réfugiés à des travaux pénibles et leur utilisation à des fins de sabotage contre leurs pays d'origine.

27. Au cours de la discussion, les auteurs du projet de résolution des dix Puissances l'ont révisé (A/C.3/L.695/Rev.1), en modifiant comme suit le sous-alinéa ii) du dernier alinéa du préambule :

"ii) Susciter, à titre purement humanitaire et conformément aux vœux librement exprimés par les réfugiés eux-mêmes, de nouvelles possibilités de solutions permanentes pour les réfugiés, grâce au rapatriement volontaire, à la réinstallation ou à l'intégration,"

et comme suit le paragraphe 1 du dispositif :

"1. Prie instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées de coopérer, conformément aux vœux et aux besoins nationaux de chaque pays, et d'un point de vue humanitaire, à l'institution d'une année mondiale du réfugié en tant que moyen pratique d'intensifier l'assistance aux réfugiés dans le monde entier;"

28. A sa 875ème séance, la Commission a voté comme suit sur le projet de résolution révisé (A/C.3/L.695/Rev.1) :

a) L'amendement de l'URSS au dernier alinéa du préambule (A/C.3/L.697) a été rejeté par 42 voix contre 19, avec 12 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Arabie Saoudite,  
République socialiste soviétique de Biélorussie, Bulgarie,  
Ceylan, Ethiopie, Hongrie, Indonésie, Irak, Maroc,  
Pologne, République Arabe Unie, Roumanie, Tchécoslovaquie,  
République socialiste soviétique d'Ukraine,  
Union des Républiques socialistes soviétiques,  
Yémen, Yougoslavie.

/...

Ont voté contre : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Libéria, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Venezuela.

Se sont abstenus : Birmanie, Cambodge, Finlande, Ghana, Grèce, Inde, Jordanie, Liban, Libye, Thaïlande, Tunisie, Uruguay.

b) L'amendement de l'URSS au paragraphe 1 du dispositif a été rejeté par 47 voix contre 9, avec 18 abstentions.

c) L'ensemble du projet de résolution révisé a été adopté par 56 voix contre 8 avec 9 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Arabe Unie, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Venezuela, Yougoslavie.

Ont voté contre : Albanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Arabie Saoudite, Birmanie, Cambodge, Espagne, Hongrie, Inde, Irak, Uruguay, Yémen.

Le texte recommandé par la Commission figure au paragraphe 34 ci-dessous (projet de résolution II).

29. A la 873ème séance, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, la République Dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie ont présenté un projet de résolution (A/C.3/L.696) dont le dispositif était conçu comme suit :

/...



"1. Accueille avec satisfaction la recommandation du Comité exécutif de l'UNREF selon laquelle le Haut Commissariat devrait développer ses activités dans le domaine de la protection;

"2. Prend acte du programme recommandé pour 1959 par le Comité exécutif de l'UNREF;

"3. Note que le Comité exécutif de l'UNREF a autorisé le Haut Commissaire à lancer un appel pour réunir les fonds nécessaires au financement du programme;

"4. Prie instamment les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées d'apporter leur appui au programme du Haut Commissaire soit par des contributions financières, soit par des offres de réinstallation, soit par ces deux moyens à la fois."

30. Les auteurs du projet de résolution ont déclaré que celui-ci avait pour objet principal d'assurer la pleine exécution du programme du Haut Commissaire pour 1959. De nombreuses délégations l'ont appuyé, en soulignant que la solidarité et la coopération internationales étaient indispensables pour résoudre le problème des réfugiés. A ce propos, les auteurs ont accepté une suggestion du représentant de l'Autriche, tendant à remplacer au deuxième alinéa du préambule les mots "effort important" par les mots "important effort international".

31. D'autres délégations, par contre, ont critiqué les méthodes de travail du Comité exécutif de l'UNREF; elles ont en outre souligné que le projet de résolution ne faisait pas mention du rapatriement librement consenti. Par conséquent, il leur était impossible de l'appuyer dans son ensemble; elles voteraient toutefois pour les deux premiers alinéas du préambule.

32. Les auteurs ont accepté une suggestion des représentants de l'Afghanistan et de l'Arabie Saoudite tendant à remplacer au début du paragraphe 4 du dispositif les mots "Prie instamment les" par les mots "Fait appel aux".

33. A la 875ème séance, le projet de résolution des sept Puissances (A/C.3/L.696), ainsi modifié, a été adopté par 57 voix contre 8, avec 5 abstentions. Le texte recommandé par la Commission figure ci-dessous (projet de résolution I).

34. En conséquence, la Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,<sup>1/</sup>

Considérant qu'un important effort international reste à faire pour résoudre les problèmes que posent les réfugiés non installés et en particulier ceux qui vivent dans des camps,

Ayant examiné les décisions prises par le Comité exécutif de l'UNREF à sa neuvième session (spéciale) comme suite à la résolution 1166 (XII),

1. Accueille avec satisfaction la recommandation du Comité exécutif de l'UNREF selon laquelle le Haut Commissariat devrait développer ses activités dans le domaine de la protection;

2. Prend acte du programme recommandé pour 1959 par le Comité exécutif de l'UNREF;

3. Note que le Comité exécutif de l'UNREF a autorisé le Haut Commissaire à lancer un appel pour réunir les fonds nécessaires au financement du programme;

4. Fait appel aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour qu'ils apportent leur appui au programme du Haut Commissaire, soit par des contributions financières, soit par des offres de réinstallation, soit par ces deux moyens à la fois.

Projet de résolution II

Année mondiale du réfugié

L'Assemblée générale

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>2/</sup> ainsi que la résolution adoptée par le Comité exécutif de l'UNREF à sa neuvième session (spéciale) le 26 septembre 1958,

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 11 (A/3828/Rev.1) et A/3828/Rev.1/Add.1.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 11 (A/3828/Rev.1)

Convaincue qu'il est nécessaire de faire un nouvel effort à l'échelle mondiale pour contribuer à résoudre le problème mondial des réfugiés,

Ayant examiné la proposition tendant à instituer une année mondiale du réfugié commençant en juin 1959,

Considérant que cette proposition a deux buts, à savoir :

a) Appeler l'attention de tous sur le problème des réfugiés et inciter les gouvernements, les organisations bénévoles et le public en général à fournir des contributions financières supplémentaires en vue de le résoudre,

b) Susciter, à titre purement humanitaire et conformément aux vœux librement exprimés par les réfugiés eux-mêmes, de nouvelles possibilités de solutions permanentes pour les réfugiés, grâce au rapatriement volontaire, à la réinstallation ou à l'intégration,

1. Prie instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées de coopérer, conformément aux vœux et aux besoins nationaux de chaque pays, et d'un point de vue humanitaire, à l'institution d'une année mondiale du réfugié en tant que moyen pratique d'intensifier l'assistance aux réfugiés dans le monde entier;

2. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures qu'il jugera opportunes pour contribuer à l'institution d'une année mondiale du réfugié, conformément à la présente résolution.

### Projet de résolution III

#### Réfugiés au Maroc et en Tunisie

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>1/</sup>, et notamment son chapitre II,

Considérant les efforts déployés par le Fonds des Nations Unies pour les réfugiés en vue d'aider les réfugiés,

Prenant note de l'action du Haut Commissaire en faveur des réfugiés d'Algérie en Tunisie pour l'année 1958,

---

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 11 (A/3828/Rev.1).

Considérant qu'un problème similaire se pose au Maroc,

Recommande au Haut Commissaire de poursuivre sous une forme substantielle son action en faveur de ces réfugiés en Tunisie et d'entreprendre une action similaire au Maroc.

-----